



Dans le cadre de l' « Appel pour sauver les Archives » lancé il y a un an, et qui recueille aujourd'hui plus de **13 000 signatures** de soutien parmi lesquelles figurent celles de très nombreux historiens, universitaires, intellectuels, et personnalités du monde de la culture et des arts dont, notamment :

*Serge KLARSFELD, Beate KLARSFELD, Yves COPPENS, Carlo GINZBURG, Robert DARNTON, Roger CHARTIER, Arlette FARGE, Jacques REVEL, Daniel ROCHE, Maurice GODELIER, Paul VEYNE, Gérard NOIRIEL, Etienne BALIBAR, Jacques RANCIERE, James B. COLLINS, Ian KERSHAW, Jean-Michel LENIAUD, Gilles MANCERON, Luc et Jean-Pierre DARDENNE, Bertrand TAVERNIER, Robert GUEDIGUIAN, Alain TANNER, Otar IOSSELIANI, Mehdi CHAREF, Sabine WEISS, William KLEIN, Hélène CIXOUS, Philippe JACCOTTET, Pierre BERGOUNIOUX...*

**le Syndicat CGT-Archives organisera une**

**CONFÉRENCE DE PRESSE**

**LE LUNDI 12 NOVEMBRE 2018, À 11 HEURES**

aux Archives de France – locaux syndicaux

**56, rue des Francs-Bourgeois 75003 PARIS**

(métro Hôtel de Ville, ligne 1 / Rambuteau, ligne 11)

**Seront présents et prendront la parole :**

**Arlette FARGE, historienne, directrice de recherche au CNRS**

**Daniel ROCHE, historien, professeur au Collège de France**

**Gilles MANCERON, historien, membre de la LDH**

Nous réaffirmerons notre attachement à l'existence des Archives nationales et à l'impérieuse nécessité d'offrir à cette institution tous les moyens nécessaires à la conservation et à la transmission aux générations futures des documents qui forment, depuis quatorze siècles, la « mémoire » de ce pays. Sources de droits, matière première indispensable à toutes celles et ceux qui interrogent l'histoire, les archives sont au cœur de la démocratie et participent à son exercice.

Pourtant, les Archives nationales sont menacées de liquidation, de dépeçage physique, scientifique et patrimonial.

Nous réaffirmerons notre hostilité à tous les projets lancés par le ministère de la Culture contre les Archives nationales. Que ce soit : le « Projet Camus » d'amputation de 12 000 mètres carrés de magasins, bureaux, ateliers, du site historique de Paris ; la démolition du site de Fontainebleau (perte de 200 kilomètres linéaires de capacité de stockage) ; la saturation du site de Pierrefitte ; la baisse de 17,8 % du budget 2019 des Archives ; la politique des « archives essentielles » ; Action Publique 2022 ; tout montre un désengagement brutal de l'Etat de ses missions.

Mme Françoise Nyssen estimait en novembre 2017 que l'État menait : « *une politique des archives trop coûteuse car visant à l'exhaustivité* ». Rappelons simplement que le ministère de la Culture allouera un budget de 30 millions d'euros aux Archives (crédits de paiement) au titre du Budget 2019. Cela ne représente que 0,33 % des 10 milliards d'euros du budget du ministère de la Culture, ou encore 0,000165 % du budget de l'État ! Et ce serait trop ?

Nous en appellerons au nouveau ministre de la Culture, M. Franck Riester, pour qu'il rompe avec cette politique qui mène les Archives sur la voie de la catastrophe démocratique, scientifique, patrimoniale et culturelle.

Paris, le 7 novembre 2018

**Pour tout contact :**

**CGT-Archives**

**56, rue des Francs-Bourgeois 75003 Paris**

**téléphone : 01 40 27 63 33 fax : 01 40 27 63 66 E-mail: [cgt.archives@culture.gouv.fr](mailto:cgt.archives@culture.gouv.fr)**